

## LUTTE ANTITERRORISTE EN KABYLIE

Intense pilonnage nocturne  
du maquis d'El-Maj

**Dans les villages limitrophes du tristement célèbre maquis d'El-Maj, situé aux limites des communes de Maâtkas, Mechtras et Boghni, on a pris l'habitude d'entendre les bombardements de l'artillerie de l'ANP visant les potentielles caches et bases arrière des islamistes armés de l'ex-GSPC. Quelquefois, pendant plusieurs jours de suite.**

Mais, depuis vendredi, le pilonnage se fait surtout la nuit avec une intensité hors du commun.

Des boules de feu gigantesques et éclatantes, qui s'abattent sur le massif d'El-Maj, sont visibles à partir du village Iberkouken, au sud de la commune de Maâtkas. Les explosions se font entendre à des kilomètres à la ronde.

En effet, on croit savoir que le pilonnage nocturne a été choisi, car il serait plus efficace pour détruire les casemates des acolytes de Droudkel. Le repérage se fait de jour par les forces militaires hélicoptérées, mais les tirs redoublent d'intensité particulièrement durant la nuit.

Cependant, il reste impossible de vérifier le



bilan des ces opérations, tant que ce maquis restera impénétrable, en raison des sentiers abrupts qui y mènent. D'ailleurs, l'un des

objectifs des pilonnages nocturnes, selon une source généralement bien informée, est la destruction de toutes les mines enfouies par les terroristes, qui sera suivie d'une intervention de l'infanterie de l'ANP pour ratisser ce vaste territoire boisé, situé près d'un maquis non moins important, à savoir celui de Boumahni, plus à l'ouest, dans la daïra de Draâ-El-Mizan.

Signalons enfin que ce territoire demeure toujours bouclé par un important dispositif des éléments de l'ANP, surveillant les différents axes routiers de la région.

Kamel A.

## LES SCIENCES MÉDICALES PARALYSÉES

## Les syndicats maintiennent le cap

**C'est la paralysie des facultés de médecine. Au deuxième jour de la grève lancée par les deux syndicats de la santé, à savoir celui des professeurs et docents et celui des maîtres-assistants, le mouvement ne s'est guère estompé.**

**Rosa Mansouri - Alger - (Le Soir)** - Prévus pour samedi dernier, premier jour de reprise des cours après les vacances d'hiver, les examens pour les étudiants en médecine n'ont pas été organisés.

Les enseignants grévistes ont rencontré hier les étudiants pour leur expliquer le pourquoi d'un tel mouvement.

«Nous nous sommes déplacés dans les différentes facultés pour rassurer les étudiants et les

impliquer dans notre mouvement, car ce sont eux qui prendront le relais dans l'enseignement médical et la médecine dans quelques années», dira le professeur Djidjelli, secrétaire général du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales (SNPDSM).

Les examens ont été ainsi reportés à une date ultérieure. Une date difficile à arrêter, puisque cette fois-ci, le débrayage est ouvert.



Les cours ne reprendront que quand le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique et celui de la Santé, de la Réforme hospitalière et de la Population s'engageront à répondre

positivement aux doléances des grévistes. «Jusque-là, nous n'avons reçu aucune invitation officielle pour des négociations», a soutenu le professeur Djidjelli.

Des invitations officielles affluent néanmoins chez les syndicats organisateurs de cette grève, même si le secrétaire général du SNPDSM ne l'avoue pas directement. «La tutelle avait bien notre adresse pour nous transmettre des convocations pour comparaître devant la justice.

Nous attendons aussi qu'elle daigne enfin voir notre mouvement tel qu'il se présente sur le terrain et ne pas minimiser son

ampleur», souligne-t-il encore. Par ailleurs, une assemblée générale est prévue par les grévistes aujourd'hui à 10 heures au CPMC.

L'objectif est de faire le bilan des deux premiers jours de la protestation et de transmettre les informations relatives à celle-ci aux grévistes.

«Ce qui fait notre force est notre union et notre concertation», a-t-on également rappelé.

Car, faut-il le signaler, la diffusion de l'information est un élément important pour la mobilisation des contestataires et le maintien de la pression sur les pouvoirs publics.

R. M.

## TOURISME EN ALGÉRIE

## Signature de nouveaux contrats de partenariat

**Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, M. Cherif Rahmani, a procédé à la signature hier matin de 90 nouveaux contrats de partenariat avec des investisseurs nationaux privés. La cérémonie s'est déroulée à l'hôtel Hilton d'Alger, en présence de représentants de plusieurs organismes publics impliqués dans le plan de relance du secteur.**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - Cette cérémonie fait suite à deux autres organisées à la fin de l'année 2008.

Le nombre de contrats signés est donc porté à 283, selon M. Rahmani qui avance le chiffre de 25 000 emplois potentiels à créer dans le cadre de ce projet. Le ministre rappelle que plus d'une centaine d'opérateurs privés se sont

engagés à relever le défi de la qualité dans le domaine.

«J'avoue que nous ne sommes pas encore un pays de tourisme, mais je peux dire que maintenant nous avons franchi une nouvelle étape.

Nous avons entamé la phase de devenir un pays touristique», dit-il. C'est une raison pour laquelle les opérateurs privés dans le domaine de l'hôtellerie et

du tourisme ont été invités, encore une fois, à apporter leurs capacités d'investissement réelles.

L'Etat ne fera que les accompagner pour que, ajoute Rahmani, la tendance s'inverse. «Notre but aujourd'hui est de resserrer les liens avec les investisseurs pour booster ce domaine créateur de richesse pour notre pays.

Il faut réfléchir à d'autres sources de revenus pour le pays et ne plus continuer à compter uniquement sur les hydrocarbures, qui sont des énergies non renouvelables», ajoute-t-il en mettant l'accent sur la qualité de service et sur le respect des délais dans la réalisation des nouvelles infra-



structures touristiques et hôtelières.

Pour Rahmani, la crise financière mondiale constitue une aubaine pour l'Algérie qui doit se concentrer pour se doter d'une

vraie industrie touristique.

L'ouverture d'une école supérieure du tourisme dans la wilaya de Tipasa fait aussi partie du plan du ministère du Tourisme pour inverser la tendance du flux

de touristes et les attirer vers notre pays. Mais pour cela, il faudrait d'abord mettre à niveau le patrimoine existant et revaloriser les compétences nationales.

Les banques sont aussi appelées à s'impliquer davantage dans le plan de relance du secteur touristique.

La levée des contraintes bureaucratiques, qui constituent un véritable frein pour tout type d'investissement dans le pays, devrait figurer dans les priorités des pouvoirs publics s'ils souhaitent faire de leurs discours enthousiastes une réalité palpable.

L. M.